

## POPSU Atelier de Brest : Penser les transformations Métropolitaines par les conflits qu'elles suscitent : Le récit Métropolitain à l'épreuve des formes de participation contestataires – Marine Luce

### ***Propos introductif :***

Ces dernières années, les mouvements sociaux en France ont provoqué de vives réactions quant à leurs caractères d'abord récurrents, et enfin inattendus, du fait de la variété des actions collectives qui les composent et les objets de contestation. D'autre part, ceux-ci semblent aujourd'hui être multisitués, en s'exprimant dans les Métropoles, mais également en occupant d'autres espaces territoriaux comme on l'a vu avec les gilets jaunes qui ont incarné cette territorialisation des mobilisations sociales.

Cette idée de reterritorialisation des mobilisations est communément observée par des chercheurs, notamment concernant les luttes écologistes qui prônent la transformation du local pour un changement global. Cette relocalisation des mobilisations sociales ne s'appuie pas seulement sur les espaces locaux comme espace de contestation mais également comme sujet de contestation. Ces mobilisations contestataires sont vectrices de nouvelles formes d'associations politiques, de constructions de projets alternatifs, d'animation locale qui témoignent de nouvelles attentes politiques envers les collectivités locales. Néanmoins ces nouveaux espaces publics échappent encore au contrôle des collectivités locales territoriales dans lesquelles ils émergent du fait notamment de leur capacité à transcender les territoires et les prérogatives de chaque échelon institutionnel.

Les Métropoles sont concernées par ces transformations puisqu'elles incarnent à la fois une institution de coopération intercommunale d'une grande communauté urbaine d'une part, et également qu'elles mettent en œuvre un projet politique, Métropolitain, dont on connaît aujourd'hui les critiques et les limites : technostructures, opacité démocratique et politique ou encore agendas urbains qui visent essentiellement des objectifs de croissance économique.

D'autre part, les Métropoles, du fait de la démultiplication des espaces de décisions et des acteurs qui interviennent dans la fabrique Métropolitaine, sont considérées comme des espaces politiques fragmentés, qui rendraient la fabrique urbaine complexe et les métropoles ingouvernables<sup>1</sup>. Dans ce contexte, les dispositifs de participation citoyenne, font les frais de cette multi-dimensionalité, par la démultiplication des dispositifs et les difficultés à les articuler à l'échelle Métropolitaine<sup>2</sup> et peinent encore aujourd'hui à construire de véritables espaces d'expressions citoyennes Métropolitaines.

Cependant, en dehors de ces dispositifs, des formes plus marginales de participation, dites conflictuelles, existent et témoignent d'une agitation politique et citoyenne à l'égard de la fabrique Métropolitaine. Celles-ci, tentent par l'opposition à des projets urbains, à des politiques publiques ou encore aux transformations spatiales et économiques Métropolitaines, de faire advenir de nouveaux espaces de discussions et d'investir un changement dans l'orientation du développement Métropolitain. Ces conflits se construisent vis-à-vis des Grands Projets Inutiles et Imposés (les GPII), du processus de Métropolisation qui concentre les activités et la population dans les grands centres

---

<sup>1</sup> Bernard Jouve, Christian Lefèvre, éd., Métropoles ingouvernables: les villes européennes entre globalisation et décentralisation, Elsevier, 2002.

<sup>2</sup> Une "nouvelle ère démocratique" ? », in Bacqué M.-H., Sintomer Y., Flamand A., Nez H. (dir.), La démocratie participative inachevée, 2010

urbains au détriment des campagnes, ou encore pour une ouverture des espaces décisionnels Métropolitains. Cette brève description, loin d'être exhaustive témoigne surtout du caractère disparate de ces mobilisations qui pourtant toutes cherchent à transformer la ville à leur échelle.

Comment ces mobilisations micro-localisées cherchent-elles donc à transformer la fabrique Métropolitaine ? Cette communication deux objectifs, le premier est de démontrer que les Métropoles font l'objet d'un investissement de la part des citoyen.ne.s qui cherchent à mettre à l'agenda de nouvelles problématiques urbaines par la médiatisation d'une critique politique de la métropolisation et une opposition aux projets urbains. Deuxièmement que ces mobilisations conflictuelles s'inscrivent dans des répertoires d'action et des espaces relativement différents illustrant la diversité des citoyen.ne.s qui, par l'opposition, demandent une reconnaissance dans la fabrique Métropolitaine et témoignent de la difficulté de s'en saisir pour l'action publique territoriale.

### *Influenceurs Métropolitains : le rôle des réseaux sociaux dans la construction d'un contre-récit territorial*

La première mobilisation en question se déroule dans l'espace médiatique, essentiellement sur les réseaux sociaux, dans ce que Paola Sedda qualifie « d'espaces médiatiques oppositionnels »<sup>3</sup>. Il s'agit d'un compte numérique intitulé, le Front de Libération Bordeluche contre le Parisianisme, qui avait agité l'arrivée de la LGV Bordeaux-Paris en 2017. À cette époque, les acteurs économiques, la SNCF, la CCI, ainsi qu'Alain Juppé se réjouissent de l'arrivée de la LGV et travaillent à promouvoir l'image de Bordeaux comme un « petit Paris ». En réponse à la « parisanisation » de l'image de Bordeaux, le FLBP se crée et suscite la polémique en collant des stickers « parisiens rentre chez toi ».

Ce compte a rencontré beaucoup de succès et dénonce entre autre la transformation de la Métropole Bordelaise en Métropole millionnaire et se plaît à tourner en dérision les projets urbains et les outils de mise en scène du récit territorial Bordelais promettant un cadre de vie privilégié dans une Métropole dynamique qu'ils estiment trompeur face aux défis urbains et sociétaux auxquels la Métropole doit faire face ( congestion urbaine, prix de l'immobilier, réchauffement climatique, préservation de l'identité locale et régionale ...).

Ce rôle médiatique tend à jouer avec les frontières de l'action politique, qui s'apparente à l'activité de ce que Lilian Mathieu qualifie de nouveaux militants qui « se remarquent par leur capacité à mettre en scène les motifs de leur indignation et à mener des actions souriantes »<sup>4</sup>. Du fait de leur position médiatique, les deux urbanistes à l'origine du compte, animent également des débats autour du devenir de la Métropole. En 2019, ils avaient proposé un sondage, proposant aux followers de partager leurs projets pour la Métropole, ce qui avait donné lieu à un large débat médiatique autour de la politique du logement et de la politique de la mobilité. De plus, ils sont régulièrement sollicités par les médias locaux, qui participent à la médiatisation de leur discours et les interrogent pour obtenir un avis critique sur les décisions prises par les élu.e.s.

Par cette opposition au discours dominant, ils parviennent à faire émerger un récit Métropolitain partagé par les habitants en retournant le stigmate de la Métropole Bordelaise et en s'affranchissant avec humour, du récit territorial construit par les élus et les acteurs de la ville, exaltant Bordeaux. Ce compte parodique qui pointe du doigt les difficultés de la Métropole Bordelaise produit donc un contre-récit Métropolitain qui s'appuie sur ce qui fait commun pour les Métropolitains qui, à travers

---

<sup>3</sup> Paola Sedda, « Les nouvelles politiques du conflit », *Variations*, 2017

<sup>4</sup> Mathieu L, « "Un "nouveau militantisme" ? À propos de quelques idées reçues » in Contretemps, 2008

leurs usages et leurs pratique de la ville, sont bien plus souvent confrontés aux problèmes de transports qu'ils ne profitent des grandes infrastructures de la Métropole vitrine.

### *De la défense du cadre de vie à la production d'une contre-expertise, l'opposition comme acculturation à la fabrique Métropolitaine*

Le second type de mobilisations qu'il s'agit de mettre en avant concerne celles qui touchent les projets urbains et qui sont accusées d'être des allégories du nimbysme, et de ne concerner que des usagers cherchant à défendre leur intérêt privé – leur cadre de vie- au détriment de l'intérêt général. Or, les sciences sociales ont largement démontré les faiblesses de ce raccourci notamment concernant la capacité de ses riverains à s'appuyer sur le cadre de vie pour défendre un autre projet politique , à trouver les ressources nécessaires pour le faire advenir et enfin à se professionnaliser, notamment en cherchant à maîtriser le discours technique de ceux qui fabriquent la ville.<sup>5</sup> Si certaines mobilisations à Bordeaux notamment ne cherchent pas à porter autre chose que l'intérêt de riverains d'un quartier- comme ce fût le cas avec la mobilisation des riverains du quartier de Caudéran face à l'augmentation du prix du stationnement- d'autres mobilisations s'émancipent de la défense du quartier et cherchent à « Métropoliser » leurs mobilisations en cherchant à influencer les décisions Métropolitaines, ou à y porter d'autres enjeux politiques. Ils se professionnalisent pour certains et interpellent la métropole sur ces choix politiques et urbanistiques en cherchant à peser dans les décisions en cherchant à maîtriser le discours technique.

À Bordeaux l'association historique Transcub joue depuis des années, un rôle de défense des consommateurs de l'agglomération, produits des rendus techniques notamment concernant les politiques de mobilité et la politique de gestion de l'eau, en interpellant les élus et en investissant les espaces institutionnels de participation pour porter leurs revendications, jouant alors un rôle de lobby citoyen contrôlant les décisions métropolitaines. Leur méthode c'est d'« *étudier et analyser les dossiers, proposer des solutions alternatives avec un devoir d'alerte et de recours permanent. [leur] objectif est de participer au débat public et de fédérer les forces citoyennes libre.* »<sup>6</sup>. Ils ont par exemple joué un rôle sur le choix d'un tramway plutôt que du métro et permis l'abandon d'un projet de pont sur la place des Quinquonces. Malgré la volonté d'intégrer cette association dans un dispositif de participation Métropolitain, ces membres ont souhaité poursuivre leurs actions en dehors des institutions, alternant entre collaboration avec les élus, participations aux réunions de concertation des projets et actions informelles.

L'interpellation des élus est également employée par un lanceur d'alerte Métropolitain, qui après avoir lancé une pétition contre la métropolisation à Bordeaux, à rédigé un rapport à destination des élu.e.s, afin de les avertir des dangers climatiques et sociaux qui vont découler de la politique d'attractivité de la métropole. Celui-ci investi dès qu'il le peut les réunions publiques où il est certain de pouvoir remettre son rapport aux élu.e.s en mains propres. Motivé par les enjeux climatiques son rapport dénonce la politique d'attractivité métropolitaine comme processus aggravant des transformations écologiques de la Métropole, dans un contexte où l'urgence climatique, l'a poussé en tant qu'habitant et citoyen à faire émerger ce sujet.

Néanmoins, ces mobilisations ne sont pas forcément circonscrites au territoire institutionnel Métropolitain. Les mobilisations contre des grands projets urbains, se retrouvent également en dehors des Métropoles notamment, et deviennent parfois des espaces occupés contre les aménageurs des projets, à savoir des ZAD. Dans ces circonstances, il n'est plus question de chercher

---

<sup>5</sup> Voir les travaux de Stephanie Dezeschelles et Maurice Olive, Phillippe Subra...

<sup>6</sup> Extrait de leur site internet

à interpeller les élu.e.s mais plutôt d'utiliser la désobéissance civile pour défendre un espace de l'urbanisation pour des raisons écologistes, et/ou sociales.. En périphérie de Nantes Métropole, la zone naturelle de l'estuaire du carnet, également visé par un projet d'aménagement est occupée depuis quelques semaines par des militant.e.s pour bloquer le projet. Autour de Bordeaux Métropole, l'établissement d'une ZAD serait un recours possible à Belin Beliet contre l'établissement d'un entrepôt de l'entreprise Amazon, défendu par un collectif « Touche pas à ma zone humide ! ».

Dans certains cas, comme à Nantes, ces mobilisations extra-métropolitaines parviennent à rejoindre les mobilisations menées par des collectifs de riverains, et des militants écologistes de Nantes autour de la dénonciation du même opposant commun : la Métropole et la métropolisation. Ceux-ci considèrent que la métropolisation ne s'arrête pas aux frontières de la Métropole, elle poursuit des objectifs de développement économique et de « *bétonisation* » jusqu'à son hinterland sur lequel elle s'appuie pour obtenir des ressources, s'étaler et rester compétitive.

Ces mobilisations, qu'elles concernent des riverains, des urbanistes, des « zadistes », des consommateurs ou des lanceurs d'alertes, toutes dénoncent la métropole et cherchent à exister dans la construction des politiques urbaines et des projets, en dehors des espaces institutionnels de participation. Par l'opposition, ils se rassemblent ou développent des contre-expertises qui, s'ils s'expriment en dehors des espaces de participation existants, témoignent d'une certaine fermeture de la fabrique politique de la Métropole. Ainsi la Métropolisation des conflits s'incarne dans des mobilisations multinationales (dans et en dehors des métropoles), par la pluralisation des acteurs qui prennent part aux conflits et par un rapport plus ou moins fort avec les institutions. Par ces mobilisations on distingue finalement la création de nouveaux espaces politiques entendus comme des « *espaces de mobilisation, de repérage collectif des enjeux et de constitution d'une capacité collective d'action où s'exprime et s'affrontent publiquement des positions, des intérêts et des conflits* »<sup>7</sup>. L'investissement de ces espaces politiques se traduit par la production de nouveaux récits, qui s'expriment soit en investissant des espaces micro-politains, extra-Métropolitains ou encore l'espace médiatique. En parallèle de ces espaces politiques nés de l'opposition, les espaces institutionnels de participation, sont souvent accusés d'être des espaces politiques consensuels relativement peu enclins à intégrer le conflit ou la critique dans les processus de décisions. Toutefois, les conflits, compris comme une forme de participation citoyenne, portent une charge transformationnelle des institutions, du pouvoir et de la fabrique de la Métropole ne sont pas non plus incompatibles avec des formes de participations plus institutionnelles comme on l'a vu avec le cas de l'association Transcub. Souvent d'ailleurs, les deux processus sont imbriqués et peuvent donner lieu à des innovations de dispositifs, comme ce fût le cas à Montréal, où les « luttes urbaines » ont conduit la ville à se doter de nouveaux outils démocratiques et participatifs<sup>8</sup>. Finalement, ces oppositions partagent cependant des objectifs communs, par la contestation de la façon dont est produite la Métropole ou ce qu'elle produit, témoignant d'une volonté croissante des citoyen.e.s d'être inclus dans les processus de la fabrique Métropolitaine.

---

<sup>7</sup> Gilles Pinson, Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris: Presses de Sciences Po, 2009

<sup>8</sup> Pierre Hamel, Action collective et démocratie locale: les mouvements urbains montréalais, Politique et économie Montréal :Presses de l'Université de Montréal, 1991

